



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des  
populations  
Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
Société KERRY Ingrédients France à Apt

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 514-1 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du n° 30 du 31 mars 2003 autorisant la société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'Apt,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 88 du 16 décembre 2009 prescrivant à la société KERRY Ingrédients France de déposer, dans un délai maximal de 6 mois, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter comportant l'ensemble des éléments mentionnés aux articles R 512-3 à R 512-9 du code de l'environnement,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 30 juin 2010,

**CONSIDERANT** que la société KERRY Ingrédients France ne respecte pas les dispositions des articles 7.1, 7.2, 8.1, 8.2 et 8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 30 du 31 mars 2003, relatives au traitement des effluents aqueux du site,

**CONSIDERANT** que le non respect des dispositions des articles 7.1, 7.2, 8.1, 8.2 et 8.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 30 du 31 mars 2003, relatives au traitement des effluents aqueux du site, porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**CONSIDERANT** que la société KERRY Ingrédients France n'a pas déposé un dossier de demande d'autorisation comportant l'ensemble des éléments mentionnés aux articles R 512-3 à R 512-9 du code de l'environnement, tel que prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 88 du 16 décembre 2009,

**SUR** proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

## ARRETE

### ARTICLE 1

La société KERRY Ingredients France, sise quartier Salignan – BP 137 à Apt (84400) est mise en demeure de respecter :

- sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 7.1, 7.2, 8.1, 8.2 et 8.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2003 relatives au traitement des effluents aqueux du site,
- sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de déposer le dossier de demande d'autorisation imposé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2009. Ce dossier devra comprendre les résultats de l'étude technico-économique confiée à un cabinet spécialisé permettant de définir les différentes solutions techniques permettant de traiter la totalité des rejets industriels du site. Un échéancier des travaux à réaliser devra être joint.

### ARTICLE 2

Les études et travaux nécessaires pour satisfaire aux dispositions ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

### ARTICLE 3

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales encourues (articles L.514-11.II et L.541-46-I.7° du code de l'environnement), il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation).

### ARTICLE 4

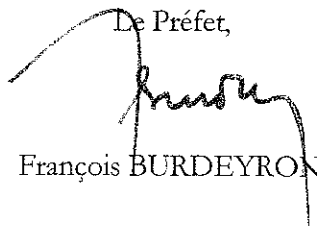
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions fixées à l'article L 514-6 du code de l'environnement dont l'extrait est annexé au présent arrêté.

### ARTICLE 5

La secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet d'Apt, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Apt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Avignon, le 9 JUL. 2010

Le Préfet,



François BURDEYRON

## ANNEXE

### Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, L. 515-13 I et L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction. Elles peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation de carrières pour lesquelles le délai de recours est fixé à six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

II. - Les dispositions du 2° du I ne sont pas applicables aux décisions concernant les enregistrements pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de la publication de l'acte d'enregistrement, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Elles ne sont pas non plus applicables aux décisions concernant les autorisations d'exploitation d'installations classées d'élevage, liées à l'élevage ou concourant à l'exécution de services publics locaux ou de services d'intérêt général pour lesquelles le délai de recours est fixé à un an à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.